



IDÉES

Le baromètre du risque bancaire reste faussé

Les critères de surveillance du risque systémique des banques mondiales favorisent les établissements américains, dénoncent deux économistes spécialistes de la finance

Par Christophe Hurlin
et Christophe Pérignon

L'annonce, le 28 juin, de l'échec de la filiale américaine de la banque allemande Deutsche Bank à la deuxième phase des tests de résistance annuels de la Réserve fédérale américaine, montre que la question de la capitalisation des grands groupes bancaires reste d'une brûlante actualité. Dix ans après la crise financière et la faillite de la banque Lehman Brothers, le défaut d'une banque « systémique » reste au cœur des préoccupations des régulateurs bancaires internationaux.

En septembre 2009, à Pittsburgh (Pennsylvanie), le G20 avait annoncé avec fracas sa décision de recadrer la finance mondiale. Les politiques ne voulaient plus avoir à choisir entre recapitaliser à coups de fonds publics les méga-institutions financières fragilisées par d'abyssales pertes (comme l'assureur américain AIG) ou les laisser faire faillite (comme la banque Lehman Brothers). Une action forte et coordonnée à l'échelle mondiale était requise de toute urgence. Une des décisions majeures avait été de donner mandat au Conseil de stabilité financière d'identifier les institutions financières qui con-

tribuent le plus au risque du système financier et de les forcer à accroître leur niveau de capital réglementaire. Comme ce dernier permet d'absorber les pertes, les banques deviendraient mécaniquement plus résilientes et les

risques de faillite et de recapitalisation par l'Etat s'amenuiseraient.

La méthodologie utilisée depuis 2011 afin d'identifier les banques dites systémiques est à la fois simple et intuitive. Le score d'une banque est déterminé en agrégeant cinq indicateurs capturant différentes facettes de sa contribution au risque du système : sa taille, son interconnexion avec les autres banques, sa substituabilité (c'est-à-dire la facilité de transférer l'activité d'une banque défaillante à une autre institution), l'importance de ses activités internationales ainsi que le niveau de complexité de ses activités. Sur la base de ces scores, les banques sont alors réparties en deux groupes : celles dont le score est supérieur à 130, qui sont systémiques, et celles qui ne le sont pas (leur score est inférieur à 130). Pour les banques systémiques, la surcharge de capital réglementaire est très importante, et elle augmente avec le score de risque systémique. Par exemple, JP Morgan Chase, numéro un de la liste en 2017 avec un score de 468, doit accroître son

capital réglementaire d'environ 30 milliards de dollars – les 30 milliards (25,75 milliards d'euros) correspondant à 2,5 % des actifs ajustés au risque de la banque. BNP Paribas, en 6^e place avec son score de 312, se voit imposer une charge additionnelle de capital d'environ 10 milliards d'euros, soit 1,5 % de son actif total ajusté au risque.

INDICATEUR DE SUBSTITUABILITÉ

Mais la méthode actuelle a ses limites. Alors qu'elle prétend accorder la même importance à toutes les sources de risques, la méthode biaise mécaniquement les scores vers les risques qui ont le plus de variabilité entre banques. Par voie de conséquence, les autres sources de risques ne contribuent que peu au score final. A titre d'exemple, prenons des élèves à classer entre « bons » et « moins bons » en fonction de la moyenne de leurs notes dans cinq disciplines : pour les quatre premières, les notes des élèves sont concentrées entre 8 et 12, et pour la dernière, disons les mathématiques, les notes s'étalent de façon homogène entre 0 et 20. Dans une telle configuration, la note de mathématiques va avoir un impact déterminant sur le classement des élèves. Dans le cas du *scoring* bancaire, c'est l'indicateur de substituabilité qui joue le rôle des mathématiques, et ce sont



les gigantesques banques américaines en charge de la gestion des titres financiers à l'échelle de la planète (les *custodian banks* que sont JP Morgan Chase, Citigroup, Bank of New York Mellon et

State Street) qui jouent les têtes de classe en maths.

Afin de limiter ce biais statistique, les régulateurs bancaires ont décidé de plafonner la valeur de l'indicateur de substituabilité. Mais, une fois le seuil atteint, la banque n'a donc plus aucun intérêt à réduire son risque, et pourrait même être incitée à... l'augmenter, car ceci n'aurait aucun impact sur ses exigences de capital ! Afin de continuer à filer la métaphore, nous pourrions dire que les banques se retrouvent dans la situation d'un automobiliste à qui la police dirait : « *Nous vous mettrons une amende si vous conduisez à plus de 80 km/h, et le montant de l'amende augmentera en fonction de votre vitesse. En revanche, l'amende sera la même pour toute vitesse au-dessus de 120 km/h.* » Il est aisé d'imaginer l'impact d'une telle réglementation sur le nombre de grands excès de vitesse.

Malgré les nombreux témoignages, oraux et écrits, des auteurs de cette tribune auprès des régulateurs bancaires internationaux, et la reconnaissance du problème dans un rapport de la Banque des règlements internationaux (« *Global Systemically Important Banks. Revised Assessment Framework* », mars 2017), la méthode de *scoring* du risque systémique reste inchangée. Ce statu quo est d'autant plus incompréhensible qu'il existe une solution, à la fois intuitive et opérationnelle, permettant de corriger les faiblesses de

la méthode actuelle, qui consiste à standardiser chaque indicateur de risque par sa volatilité avant de les agréger

(« *Pitfalls in Systemic-Risk Scoring* », Sylvain Benoit, Christophe Hurlin et Christophe Pérignon, *Journal of Financial Intermediation*, à paraître).

L'exemple du risque systémique reste pourtant assez symptomatique du débat actuel sur la réglementation bancaire, où les arguments des universitaires sont trop souvent balayés par des considérations politiques ou un lobbying efficace. Les régulateurs bancaires font trop souvent preuve de schizophrénie en tentant à la fois d'accroître la stabilité financière globale et de protéger leurs fleurons bancaires nationaux. Et à ce jeu également, ce sont les Américains les plus forts. ■



Christophe Hurlin est directeur du Laboratoire d'économie à l'université d'Orléans

Christophe Pérignon est directeur de la recherche de [HEC Paris](#)

**IL EXISTE UNE
SOLUTION, À LA
FOIS INTUITIVE ET
OPÉRATIONNELLE,
PERMETTANT DE
CORRIGER LES
FAIBLESSES DE LA
MÉTHODE ACTUELLE**